

## Violences urbaines et politiques de proximité : Nicolas Mayer-Rossignol interpelle la Première Ministre

Dans un courrier adressé à la Première Ministre Elisabeth Borne, Nicolas Mayer-Rossignol, Maire de Rouen, Président de la Métropole Rouen Normandie, revient sur les épisodes de violence urbaine dont la Métropole rouennaise a fait l'objet et propose des axes de travail en invitant l'État à réinterroger ses approches et le lien avec les acteurs locaux sur ses politiques de proximité. Il souhaite que la Métropole soit le laboratoire d'une initiative de portée nationale pour les quartiers prioritaires de la ville, associant les entreprises, et que l'État soit un partenaire actif de ce travail.

**Courrier de Nicolas Mayer-Rossignol, Maire de Rouen, Président de la Métropole Rouen Normandie, Elisabeth Borne, Première Ministre :**

« Madame la Première Ministre,

*Permettez-moi de revenir sur les épisodes de violence urbaine que la Métropole rouennaise a subis, comme beaucoup d'autres collectivités de toute taille, à la suite de la mort du jeune Nahel, la colère immense que cet événement a nourrie, les enseignements que nous en tirons.*

*Sur le territoire de la Métropole, nous avons à déplorer des dégâts considérables, particulièrement dans les quartiers les plus modestes : dégradation d'équipements collectifs et de services publics de proximité (école, collège, mairie-annexe, bureaux de La Poste, bureaux de police, missions locales, mais aussi restaurant d'insertion), ainsi que de nombreux commerces. Comme à l'Hay-les-Roses, à un degré moindre, deux Maires du territoire ont été victimes d'attaques contre leur personne qui auraient pu porter atteinte à leur intégrité physique et pour l'un d'entre eux, à celle de sa famille. Tout au long de cette période intense, nous n'avons eu de cesse que d'appeler au calme et de prendre les mesures appropriées, avec l'ensemble des forces publiques et de sécurité, pour limiter autant que faire se peut la dangerosité de cet embrasement. Le lundi 3 juillet, l'ensemble des élus métropolitains rassemblés appelaient au calme, à la justice, la paix, la solidarité dans un message commun transcendant les clivages politiques.*

*Aujourd'hui, chacun a conscience que rien n'est réglé. Les expressions de colère et de pillage dont nous avons été les témoins interpellent l'ensemble des acteurs publics et privés – je pense aux entreprises et aux associations du territoire- dans leurs responsabilités, engagements, ambitions. Certes le Nouveau Programme Nationale de Renouvellement Urbain (NPNRU), la politique de la ville mobilisent des moyens, qu'il faut toutefois relativiser s'agissant de la politique de la ville, laquelle ne représente qu'1% du budget de l'État c'est-à-dire bien peu au regard de l'enjeu. Il reste que, dans les quartiers prioritaires, le taux de pauvreté est trois fois plus élevé, le taux de chômage le double de la moyenne nationale. Plus de la moitié des enfants qui y vivent sont en situation de pauvreté. Il n'y a pas d'alternative pour la République à une action publique vigoureuse et résolue afin de lutter pied à pied contre la permanence des inégalités qui y sont concentrées.*

*Sans doute est-ce également affaire de méthode. Ces politiques ont besoin de davantage de souplesse et de sur-mesure autour de quelques priorités fortes : mieux articuler renouvellement urbain et cohésion sociale autour d'un projet de territoire qui intègre les questions liées à l'accès aux services publics, aux soins, à la mobilité, à l'éducation, au commerce ; rouvrir la question de la police de proximité, dans tous les cas celle du lien police/population ; sortir de la logique des dispositifs et appels à projet pour garantir le déploiement et la pluriannualité des politiques publiques arrêtées localement ; renforcer systématiquement le lien avec l'Éducation nationale et décloisonner les approches pour coconstruire les réponses en matière de décrochage ou d'orientation ; mobiliser acteurs économiques et grands groupes, au titre de leur responsabilité sociétale, dans une grande initiative nationale pour l'emploi et l'insertion des jeunes, à relayer et adapter dans les territoires. On ne peut que regretter les orientations de l'État conduisant à la disparition progressive des emplois aidés qui dans nombre de quartiers prioritaires et ailleurs, permettaient d'ajouter perspectives d'insertion, soutien à la vie associative, travail de fond auprès des jeunes.*

*La Métropole de Rouen, ce sont 9 projets ANRU d'intérêt National ou Régional (38 000 habitants), des engagements financiers (ANRU, copropriétés dégradées ...) considérables (431 M€ au titre du NPNRU), une politique de la ville construite en bonne intelligence avec les 10 communes concernées, une prise de compétence sur la prévention spécialisée (34 éducatrices et éducateurs qui touchent 1500 jeunes) qui nous a conduit à proposer 8 créations de poste entre 2022 et 2024, une approche sur le logement social à l'échelle métropolitaine comprenant une instance interbailleurs de relogement des ménages, qui privilégie la reconstruction dans des communes en déficit de logement social malgré les contradictions qui complexifient l'action : ainsi des aides de l'État dans le cadre de la délégation à la pierre plus intéressantes que les aides de l'ANRU pour la reconstitution de l'offre.*

*Bien souvent les Maires se sentent seuls et démunis en dépit de ces engagements nombreux. Nous aspirons tous, c'est un des enseignements de la période récente, à davantage d'agilité et d'adaptabilité dans nos échanges avec l'État sur ces politiques de proximité. Nous devons collectivement nous interroger sur la temporalité des projets de renouvellement urbain. S'ils se concrétisent enfin sur la Métropole rouennaise, après une phase de préparation et de validation qui a paru excessivement longue et centralisée, les élus déplorent les nombreuses étapes qui semblent parfois superflues et donnent le sentiment aux jeunes et aux familles de ces quartiers que les rénovations quand elles interviendront ne seront pas pour elles, mais dans le meilleur des cas pour les générations suivantes : nous devons pouvoir faire mieux, être plus concrets, précis, opérationnels, sans d'ailleurs que cela justifie d'y ajouter des crédits publics. L'ambition générale de rapidité que le Président de la République souhaite donner aux travaux de reconstruction à la suite des destructions et dégradations de ces derniers jours devrait être partagée à une échelle bien plus large sur l'ensemble des projets dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. C'est aussi, me semble-t-il, une forme d'exigence indispensable à la réussite du renouvellement urbain, qui constitue certes une des grandes politiques publiques de ces vingt dernières années mais qui doit se réinterroger sur sa structuration, qui lui fait perdre son sens premier, et être enrichie d'un volet économique et social partenarial plus ambitieux.*



## Communiqué de presse Métropole Rouen Normandie

*Les événements de ces derniers jours ne peuvent être laissés sans réponses. J'ai demandé aux services de la Ville de Rouen et de la Métropole de mettre à plat l'ensemble des politiques publiques de solidarité et d'insertion dans les quartiers de la politique de la ville et au-delà. Je compte partager ce travail avec les services de l'État, du Département, de la CPAM, de Pôle Emploi et de la CAF. Je compte également mobiliser les entreprises du territoire, avec la volonté de vous proposer des expérimentations fortes et innovantes en la matière. Je souhaite au final que la Métropole Rouen Normandie soit le laboratoire d'une initiative de portée nationale sur ces sujets et que l'État, par votre intermédiaire, se fasse le partenaire actif de ce travail.*

*Je vous propose donc d'organiser au plus haut niveau une rencontre, avec les élus concernés de la métropole rouennaise et moi-même pour définir le cadrage général de cette approche territorialisée et sa mise en œuvre. »*

### Contact presse

Perrine BINET

Attachée de presse

[perrine.binet@metropole-rouen-normandie.fr](mailto:perrine.binet@metropole-rouen-normandie.fr)

02 32 76 84 24 – 07 64 67 18 05



métropole  
Rouen NORMANDIE

LE PRÉSIDENT

*Signé*

Madame Elisabeth BORNE  
Première Ministre  
Hôtel Matignon  
57 rue de la Varenne  
75007 PARIS

Rouen, le 17 JUIL. 2023

Madame la Première Ministre,

Permettez-moi de revenir sur les épisodes de violence urbaine que la Métropole rouennaise a subis, comme beaucoup d'autres collectivités de toute taille, à la suite de la mort du jeune Nahel, la colère immense que cet événement a nourrie, les enseignements que nous en tirons.

Sur le territoire de la Métropole, nous avons à déplorer des dégâts considérables, particulièrement dans les quartiers les plus modestes : dégradation d'équipements collectifs et de services publics de proximité (école, collège, mairie-annexe, bureaux de La Poste, bureaux de police, missions locales, mais aussi restaurant d'insertion), ainsi que de nombreux commerces. Comme à l'Hay-les-Roses, à un degré moindre, deux Maires du territoire ont été victimes d'attaques contre leur personne qui auraient pu porter atteinte à leur intégrité physique et pour l'un d'entre eux, à celle de sa famille. Tout au long de cette période intense, nous n'avons eu de cesse que d'appeler au calme et de prendre les mesures appropriées, avec l'ensemble des forces publiques et de sécurité, pour limiter autant que faire se peut la dangerosité de cet embrasement. Le lundi 3 juillet, l'ensemble des élus métropolitains rassemblés appelaient au calme, à la justice, la paix, la solidarité dans un message commun transcendant les clivages politiques.

Aujourd'hui, chacun a conscience que rien n'est réglé. Les expressions de colère et de pillage dont nous avons été les témoins interpellent l'ensemble des acteurs publics et privés – je pense aux entreprises et aux associations du territoire- dans leurs responsabilités, engagements, ambitions. Certes le Nouveau Programme Nationale de Renouvellement Urbain (NPNRU), la politique de la ville mobilisent des moyens, qu'il faut toutefois relativiser s'agissant de la politique de la ville, laquelle ne représente qu'1% du budget de l'État c'est-à-dire bien peu au regard de l'enjeu. Il reste que, dans les quartiers prioritaires, le taux de pauvreté est trois fois plus élevé, le taux de chômage le double de la moyenne nationale. Plus de la moitié des enfants qui y vivent sont en situation de pauvreté. Il n'y a pas d'alternative pour la République à une action publique vigoureuse et résolue afin de lutter pied à pied contre la permanence des inégalités qui y sont concentrées.

Sans doute est-ce également affaire de méthode. Ces politiques ont besoin de davantage de souplesse et de sur-mesure autour de quelques priorités fortes : mieux articuler renouvellement urbain et cohésion sociale autour d'un projet de territoire qui intègre les questions liées à l'accès aux services publics, aux soins, à la mobilité, à l'éducation, au commerce ; rouvrir la question de la police

Métropole Rouen Normandie  
Le 108  
108 allée François Mitterrand  
CS 50589  
76006 ROUEN CEDEX

Tél. 0235 5268 10 • Fax 0235 5268 59  
[www.metropole-rouen-normandie.fr](http://www.metropole-rouen-normandie.fr)

de proximité, dans tous les cas celle du lien police/population ; sortir de la logique des dispositifs et appels à projet pour garantir le déploiement et la pluriannualité des politiques publiques arrêtées localement ; renforcer systématiquement le lien avec l'Éducation nationale et décloisonner les approches pour coconstruire les réponses en matière de décrochage ou d'orientation ; mobiliser acteurs économiques et grands groupes, au titre de leur responsabilité sociétale, dans une grande initiative nationale pour l'emploi et l'insertion des jeunes, à relayer et adapter dans les territoires. On ne peut que regretter les orientations de l'État conduisant à la disparition progressive des emplois aidés qui dans nombre de quartiers prioritaires et ailleurs, permettaient d'ajouter perspectives d'insertion, soutien à la vie associative, travail de fond auprès des jeunes.

La Métropole de Rouen, ce sont 9 projets ANRU d'intérêt National ou Régional (38 000 habitants), des engagements financiers (ANRU, copropriétés dégradées ...) considérables (431 M€ au titre du NPNRU), une politique de la ville construite en bonne intelligence avec les 10 communes concernées, une prise de compétence sur la prévention spécialisée (34 éducatrices et éducateurs qui touchent 1500 jeunes) qui nous a conduit à proposer 8 créations de poste entre 2022 et 2024, une approche sur le logement social à l'échelle métropolitaine comprenant une instance interbailleurs de relogement des ménages, qui privilégie la reconstruction dans des communes en déficit de logement social malgré les contradictions qui complexifient l'action : ainsi des aides de l'État dans le cadre de la délégation à la pierre plus intéressantes que les aides de l'ANRU pour la reconstitution de l'offre.

Bien souvent les Maires se sentent seuls et démunis en dépit de ces engagements nombreux. Nous aspirons tous, c'est un des enseignements de la période récente, à davantage d'agilité et d'adaptabilité dans nos échanges avec l'État sur ces politiques de proximité. Nous devons collectivement nous interroger sur la temporalité des projets de renouvellement urbain. S'ils se concrétisent enfin sur la Métropole rouennaise, après une phase de préparation et de validation qui a paru excessivement longue et centralisée, les élus déplorent les nombreuses étapes qui semblent parfois superflues et donnent le sentiment aux jeunes et aux familles de ces quartiers que les rénovations quand elles interviendront ne seront pas pour elles, mais dans le meilleur des cas pour les générations suivantes : nous devons pouvoir faire mieux, être plus concrets, précis, opérationnels, sans d'ailleurs que cela justifie d'y ajouter des crédits publics. L'ambition générale de rapidité que le Président de la République souhaite donner aux travaux de reconstruction à la suite des destructions et dégradations de ces derniers jours devrait être partagée à une échelle bien plus large sur l'ensemble des projets dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. C'est aussi, me semble-t-il, une forme d'exigence indispensable à la réussite du renouvellement urbain, qui constitue certes une des grandes politiques publiques de ces vingt dernières années mais qui doit se réinterroger sur sa structuration, qui lui fait perdre son sens premier, et être enrichie d'un volet économique et social partenarial plus ambitieux.

Les événements de ces derniers jours ne peuvent être laissés sans réponses. J'ai demandé aux services de la Ville de Rouen et de la Métropole de mettre à plat l'ensemble des politiques publiques de solidarité et d'insertion dans les quartiers de la politique de la ville et au-delà. Je compte partager ce travail avec les services de l'État, du Département, de la CPAM, de Pôle Emploi et de la CAF. Je compte également mobiliser les entreprises du territoire, avec la volonté de vous proposer des expérimentations fortes et innovantes en la matière. Je souhaite au final que la Métropole Rouen Normandie soit le laboratoire d'une initiative de portée nationale sur ces sujets et que l'État, par votre intermédiaire, se fasse le partenaire actif de ce travail.

Je vous propose donc d'organiser au plus haut niveau une rencontre à votre niveau, avec les élus concernés de la métropole rouennaise et moi-même pour définir le cadrage général de cette approche territorialisée et sa mise en œuvre.

Je vous prie de croire, Madame la Première Ministre, en l'assurance de ma haute considération.

*Bien à vous,*

Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

